

CAZON
CT
- 1988
053F

Government
Publications

SOMMAIRE DES PRÉSENTATIONS PUBLIQUES

AJOUT



Ministère de la Culture et des Communications
Révision de la politique du patrimoine ontarien



Cet ajout contient les résumés de présentations soumises à la Révision de la politique du patrimoine ontarien par des organismes provinciaux s'occupant du patrimoine après la préparation et la publication de la Révision de la politique du patrimoine ontarien : Résumé des présentations publiques (avril 1988)



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114684517>

ASSOCIATION DES MUSÉES DE L'ONTARIO (AMO)

Fondée en 1971, l'Association des musées de l'Ontario s'intéresse au développement et à la promotion des musées et de leurs travaux. Dans son exposé aux autorités de la Révision de la politique du patrimoine, l'AMO s'est concentrée sur les mesures visant à :

- renforcer les organismes locaux et régionaux du patrimoine;
- permettre la participation d'un plus vaste public aux travaux de la Fondation du patrimoine ontarien;
- renforcer les musées en augmentant leurs ressources financières;
- améliorer le rôle d'élaboreur de politiques du gouvernement.

Comme toile de fond pour ses observations, l'Association a pris note du fait que l'Ontario est davantage consciente de son patrimoine depuis l'adoption de la Loi sur les biens culturels de l'Ontario en 1974. Depuis, la croissance des organismes communautaires s'occupant du patrimoine a eu des répercussions importantes sur les travaux des organismes bénévoles comme l'AMO.

Pour intensifier la coordination et améliorer les services rendus au niveau communautaire, l'AMO recommande l'établissement de "comités locaux du patrimoine" dans toutes les municipalités de l'Ontario. Ces comités devraient être représentatifs de toute la gamme des intérêts locaux en matière de patrimoine et leur financement devrait être assuré par des subventions accordées par les municipalités et le gouvernement provincial. Leurs responsabilités devraient être décrites dans la loi.

Au niveau régional, l'AMO a encouragé la création de groupes régionaux de musées. L'Association pense en effet que ces groupes sont mieux en mesure de servir les intérêts de leurs régions respectives et elle estime en outre que les services devraient être assurés au niveau régional.

L'Association croit par ailleurs que la Fondation du patrimoine ontarien devrait essayer de faire participer un plus vaste public à ses activités en permettant aux individus et aux organismes qui s'intéressent à la conservation du patrimoine ontarien de devenir membres de la Fondation.

L'Association recommande que le ministère de la Culture et des Communications s'implique beaucoup plus dans les activités de la Fondation (en nommant, par exemple, un certain nombre de membres, même s'il sont en nombre minoritaire, au conseil d'administration). Les membres qui versent une cotisation devraient élire la majorité des représentants au conseil d'administration afin de déterminer les priorités de la Fondation et de chercher à obtenir un appui plus vaste par l'intermédiaire des entreprises culturelles comme les boutiques de souvenirs, etc.

La Fondation du patrimoine ontarien pourrait également intervenir dans le partage des informations entre les divers organismes provinciaux du patrimoine, ce qui est particulièrement important lorsque l'organisme n'a qu'un nombre limité de composantes et que, dès lors, il n'est pas en mesure de faire connaître son message à un plus grand public.

En notant le sous-financement chronique des musées, l'AMO a fait remarqué que même si les fonds publics continueront de représenter la plus grande partie du budget des musées, le niveau idéal du financement provenant du gouvernement n'a pas encore été atteint.

L'Association recommande donc que les ressources soient réparties de façon à permettre aux musées de respecter pleinement les normes établies par le ministère concernant les musées communautaires. Les fonds provenant du gouvernement doivent être utilisés de façon à respecter les priorités établies dans les politiques, à aider à combler les disparités régionales, à résoudre les problèmes rencontrés par les groupes désavantagés sur le plan culturel et physique et à améliorer l'accès aux ressources du patrimoine par les nombreuses communautés culturelles de la province.

Enfin, l'AMO a commenté le rôle que devrait assumer le gouvernement dans l'élaboration des programmes et des politiques.

L'Association considère que le rôle principal du gouvernement doit être celui d'un chef de file : élaboration des politiques, des stratégies et des programmes visant à favoriser l'implantation de ces politiques et procéder à des recherches qui permettent au gouvernement et au public de superviser l'efficacité des politiques et des programmes.

Pour améliorer ce rôle, l'AMO fait les recommandations suivantes au gouvernement :

- **tirer parti de l'aide que peuvent offrir les organismes du patrimoine et les professionnels des musées dans les services consultatifs des musées;**
- **établir un programme de recherche destiné à combler les besoins en données et en renseignements sur le patrimoine de la province;**
- **parrainer conjointement et(ou) encourager des rencontres à l'échelle provinciale pour analyser les questions englobant tous les aspects du patrimoine;**
- **organiser un groupe de personnes-ressources pour interpréter les développements en matière de patrimoine, pour analyser en permanence les politiques et les programmes actuels et aider à forger l'avenir.**

LA FÉDÉRATION ONTARIENNE DES PÊCHEURS À LA LIGNE ET DES CHASSEURS (FOCP)

La Fédération ontarienne des pêcheurs à la ligne et des chasseurs est un organisme privé sans but lucratif dont les 70 000 membres favorisent la recherche sur la vie sauvage; ils oeuvrent également à la restauration de l'habitat, à l'implantation de programmes d'éducation, consultent les gouvernements et coordonnent les programmes de la Fédération avec ceux d'autres organismes de conservation. À titre de défenseur de la conservation, la FOCP a joué un rôle actif dans des questions comme la réduction des pluies acides, la conservation des marais et la gestion de la faune et de la flore sauvages.

La Fédération soutient le besoin de "reconnaître davantage l'importance des ressources et des activités du patrimoine en mettant l'accent sur celles qui intéressent chaque année près de 600 000 amateurs ontariens de chasse sportive et trappeurs d'animaux à fourrure." La Fédération estime que

le gouvernement de l'Ontario doit faire beaucoup plus pour éduquer le grand public ontarien sur les questions relatives aux poissons et au patrimoine sauvage de l'Ontario et relatives aux besoins des pêcheurs, des chasseurs et des trappeurs d'aujourd'hui et de demain. Notre patrimoine culturel et naturel est en jeu.

La FOCP pense que la pêche, la chasse et la trappe sont des activités qui forment une part importante du patrimoine de l'Ontario et qu'il y a des avantages psychologiques et sociaux considérables à exercer ces activités. Par ailleurs, la Fédération s'inquiète beaucoup du fait que la trappe et la chasse sportive ont tendance à être de plus en plus critiquées "en raison de l'impression fausse que véhiculent leurs adversaires et à cause de l'ignorance des professeurs qui sont actuellement mal informés et qui, de ce fait, ne sont pas en mesure de transmettre aux élèves les nombreux avantages que représentent ces passe temps".

Tout en demandant que l'on réduise les conflits entre les groupes antagonistes et que l'on augmente la recherche et la formation pour faciliter la compréhension mutuelle, la FOCP recommande au gouvernement de l'Ontario d'élaborer des politiques de gestion des terres du patrimoine (comme les ANSI, les sites carolinians du Canada et les réserves écologiques), pour permettre la chasse sportive, la pêche et la trappe, à moins qu'il soit prouvé que certaines restrictions doivent être implantées site par site.

En outre, la FOCP a soutenu que le gouvernement fédéral et les municipalités ont fait preuve de discrimination contre la chasse et la trappe lorsqu'ils ont aboli ces activités dans les parcs nationaux et sur les terres municipales.

Il faut absolument et de toute urgence encourager les administrations municipales à collaborer avec les professionnels de la gestion de la nature du ministère ontarien des Richesses naturelles, afin que certaines terres administrées par les municipalités puissent être ouvertes à la chasse sportive et à la trappe lorsque c'est possible ...

Il faudrait également songer à revoir la Loi sur l'aménagement du territoire et la Loi sur les biens culturels de l'Ontario afin que les urbanistes municipaux aient des directives adéquates.

Enfin, la Fédération concluait en disant que l'Ontario ne réussissait pas à se qualifier en tant que "société intégrée". Elle demandait donc au ministère de la Culture et des Communications d'assumer un rôle de chef de file afin de garantir que "l'on accorde toute l'attention voulue au patrimoine de l'Ontario en matière de chasse sportive, de pêche sportive et de trappe d'animaux à fourrure."

Les règlements municipaux en matière d'urbanisme, les règlements s'appliquant à l'industrie de l'extraction des matières premières ainsi que le matériel et les programmes mis à la disposition des étudiants par le ministère de l'Éducation de l'Ontario, ne sont que trois exemples de secteurs qu'il faut repenser pour encourager et favoriser l'adoption d'un code d'éthique pour l'intendance privée qui mettra fin à l'exploitation désastreuse de l'environnement naturel de l'Ontario. Plusieurs ressources du patrimoine rattachées à ce trésor irremplaçable seront perdues pour toujours si on laisse ce problème se perpétuer.

